

ERDOGAN ET LES ISLAMISMES

M. Deschamps

Selon Antoine Sfeir, l'islamisme est une idéologie politico-religieuse qui vise à instaurer un Etat islamique régi par la Charia et à réunifier l'Oumma (communauté islamique sans frontières).

Avec l'arrivée au pouvoir de Mustafa Kemal Atatürk en 1923 en Turquie, une volonté de laïcisation et de républicanisation de la société est exprimée. Après avoir décidé de la fin du sultanat, le califat est aboli en 1924. En 1928, l'islam n'est plus religion d'Etat bien que sous sa tutelle. Ainsi, les partis politiques dits « islamistes » ne parviennent à obtenir un électorat suffisant pour faire face à cette laïcisation majeure de la Turquie et ce jusqu'à la création de l'AKP (Parti de la justice et du développement) en 2001 par Erdogan. Ce dernier, élevé dans une famille traditionaliste où l'islam occupe une place majeure est en effet celui que l'on associe à une réislamisation de la société turque. Son rapprochement avec différentes formes d'islamisme, au sens premier du terme et non au sens radical comme on lui associe souvent aujourd'hui, lui est souvent reproché. Ainsi, faut-il réellement considérer Erdogan comme un homme politique islamiste ? Quelles relations entretient-il avec les différents islamismes présents en Turquie et dans les pays voisins ?

1. Erdogan et l'AKP

1.1 Qui est Recep Tayyip Erdogan ?

Recep Tayyip Erdogan est né en 1954 à Beyoglu. Issu d'une famille traditionaliste, il est par la suite éduqué dans une école qui forme des imams et des prédicateurs. Au milieu des années 70, il se rapproche du MSP, parti islamiste de Necmettin Erbakan. Ainsi, nous comprenons pourquoi certains assuraient dès ses débuts en politique lorsqu'il est élu maire d'Istanbul en 1994 qu'Erdogan souhaitait inscrire sa carrière dans une politique islamiste. A partir de 1996, certains établissements stambouliotes ne peuvent plus servir d'alcool. Il répondra alors à une journaliste étonnée de cette mesure : « Je suis l'imam d'Istanbul ». Puis en 1998, il est condamné à 10 mois de prison pour avoir récité un poème de Gokalp : « Les minarets seront nos baïonnettes, les coupoles nos casques, les mosquées seront nos casernes et les croyants nos soldats ». Malgré sa privation de toute activité politique pendant 5 ans lors de sa condamnation, il parvient tout de même à rejoindre la vie politique en créant l'AKP en 2001 qui sortira alors vainqueur des élections parlementaires de 2002 . Il deviendra président de la République turque en 2014 avec 51,8% des votes au premier tour, faisant du « parti clair » le parti turc principal que l'on n'est dès lors pas parvenu à détrôner et ce malgré la tentative de coup d'Etat de 2016.

1.2. L'AKP

Bien que nommé « parti de la justice et du développement » et considéré comme un parti « démocratique-conservateur » par Erdogan et non islamiste, nombreux sont les projets et les propos de l'AKP laissant penser, au sein même du pays comme ailleurs, que le parti avait dès sa création une ambition de réislamisation de la société turque qui est progressivement mise en œuvre tant par des déclarations subtiles que par des actions concrètes. Au sujet de la laïcité tout d'abord, le parti a tenté de rompre avec le kémalisme turc dès 2008 lorsque le voile est à nouveau autorisé au sein des universités puis en 2014 lorsque des lois sont votées afin d'autoriser le port de signes religieux dans les administrations publiques. En 2017, un tournant est pris dans les écoles dans lesquelles on n'enseigne plus le darwinisme et où l'on aborde la notion de djihad avec les élèves. En parallèle, le pouvoir promeut le jeûne, la construction de mosquées ou encore la ségrégation des sexes. Enfin, le 10 juillet 2020, Erdogan décide de redonner à Sainte-Sophie le statut de mosquée. Au sujet des femmes et de leurs rôles dans la société turque, l'AKP s'inscrit également progressivement dans une politique islamiste. Erdogan incite ces dernières à avoir au moins 3 enfants et à ne pas avoir recours à la contraception. Il s'oppose publiquement et fermement à l'avortement et affirme que le rôle principal des femmes dans la société est la procréation. Ainsi, Coran à l'appui, il déclare que les femmes ne peuvent être considérées comme égales aux hommes. De plus, Diyanet, la direction des affaires religieuses créée en 1924, est devenue une référence en matière d'islamisation de la politique d'AKP. En effet, le budget de la Diyanet a été plus que doublé par le président turc afin de construire davantage de mosquées ou encore doubler le nombre d'imams. Ainsi, la direction des affaires religieuses veille à ce que de nombreux jeunes soient éduqués dans les écoles d'imams et prédicateurs mais également à ce que l'islam soit enseigné dans tous les établissements.

2. Erdogan et les islamismes

2.1 Erdogan et le gülenisme

Fethullah Gülen est à la tête du mouvement islamisme Service. Au début de la création de l'AKP, le parti s'est révélé très proche du mouvement Gülen puisqu'il a fait appel à des gülenistes afin de remplacer certains fonctionnaires kémalistes notamment dans la police ou l'armée. En effet, les deux hommes que sont Gülen et Erdogan avaient des projets communs tels que la réislamisation de la Turquie ou encore l'affaiblissement de l'armée qui les invitaient à s'allier, prônant alors un islamisme modéré. Néanmoins, cette alliance fragile a commencé à se fissurer relativement tôt en raison de rivalités certaines mais également de désaccords sur des questions comme la question kurde. Les événements de Gezi en 2013 suivis de la fermeture de certaines écoles Gülen ont

définitivement marqué la rupture entre les deux hommes. En 2016, la situation se dégrade inéluctablement lorsqu'Erdogan place Gülen comme étant à l'initiative de la tentative de coup d'Etat du 15 juillet. Depuis, le gouvernement turc considère le mouvement Gülen comme une organisation terroriste.

2.2 Erdogan et le soufisme

A l'instar de ses liens avec le gülenisme, Erdogan s'est rapproché d'autres organisations soufistes. Parmi celles-ci se trouve la confrérie Nakchivendiya dont le président Erdogan s'est parfois avéré proche pour des raisons politiques et pratiques. Cette dernière a en effet apporté, comme d'autres confréries soufistes, son soutien à l'AKP à la veille d'élections où Erdogan comptait sur le soutien de ces minorités afin d'obtenir les quelques votes manquants afin d'obtenir la majorité. Ainsi, le président Erdogan a dû satisfaire ces confréries en quête de réislamisation de la société turque en prenant des mesures jugées suffisamment fortes pour que cet électorat demeure fidèle à l'AKP. Or, ces confréries soufistes ont considéré qu'Erdogan ne concrétisait pas ses projets, préférant les discours aux lois et donc l'incitation à l'obligation. Ceci les a amenées à ne plus soutenir Erdogan à certaines occasions comme en 2011. Enfin, ces confréries apportent un soutien certain et concret au président turc en matière de communication. Ainsi, les membres n'hésitent pas à manifester avec des pancartes au nom d'Erdogan dans les rues ou encore à soutenir l'AKP publiquement lors des prières du vendredi.

2.3 Erdogan et les Frères

Bien qu'Erdogan ne puisse être considéré comme un membre à part entière des Frères musulmans, il est dorénavant certain que ce dernier soutient la confrérie. A plusieurs reprises, le président turc s'est montré publiquement en faisant le signe du Tamkine, la main des Frères qui représente grâce à 4 doigts de la main les 4 objectifs des Frères : la formation en islam, la sélection des membres, l'affrontement-spécialisation et la domination. Le rapprochement d'Erdogan et des Frères musulmans relève tout d'abord d'une volonté commune de panislamisme en se réclamant de la grandeur de l'Empire ottoman. De plus, ce rapprochement s'explique par la politique d'Erdogan à l'égard de ses voisins qui est celle du « zéro problème avec les voisins ». Au lendemain des Printemps arabes, le président turc s'est alors rapproché des Frères ayant pris le pouvoir dans plusieurs Etats tels que l'Egypte ou la Tunisie. A la mort de Mohamed Morsi, ancien président égyptien frériste, Erdogan a participé à une prière en sa mémoire et l'a qualifié de « martyr ». Enfin, cette proximité participe à la politique étrangère d'Erdogan qui, après avoir réalisé que la question européenne était abandonnée, a décidé de se rapprocher de ses voisins les plus proches afin d'assurer son influence dans la région.

3. Erdogan et les islamismes radicaux

3.1 Erdogan et les milices

Le groupe SADAT peut être considéré comme l'équivalent turc de Wagner ou Blackwater. Il agit depuis 2012 comme une milice présidentielle au service du régime d'Ankara face aux forces laïques et à l'extérieur comme une armée islamiste néo-ottomane. Ainsi, des milliers de mercenaires islamistes sont entraînés en Turquie sous les yeux du régime d'Erdogan. Un rapport d'août 2020 du gouvernement américain a également confirmé que SADAT superviserait 5000 mercenaires syriens en Lybie, dont la plupart a eu des liens avec des groupes terroristes tels que Daech et Al-Qaida.

3.2 Erdogan et Daech

Le jeu de la Turquie vis-à-vis de l'Etat islamique s'est révélé être très ambigu depuis qu'Erdogan a pris le pouvoir. L'Etat islamique aurait en effet été secrètement armé, aidé et financé par le groupe SADAT, milice qui nous le rappelons dépend directement du gouvernement mais également par l'armée turque. Ceci vient du fait que l'objectif majeur d'Ankara n'était pas la lutte contre Daech mais une lutte acharnée contre les Kurdes syriens. Ainsi, nous pouvions trouver en Turquie de nombreux camps d'entraînement jihadistes appartenant à l'Etat islamique. Selon l'opposition turque, ce sont près de 50 000 jihadistes qui auraient été entraînés en Turquie en 2015. De plus, la Turquie aurait été le principal consommateur de pétrole produit dans les terres sous contrôle de Daech. L'ONU aurait évalué à 47 tonnes la quantité de matériel fourni par Ankara aux rebelles syriens et donc à l'Etat Islamique. Enfin, la Turquie est devenue depuis 2011 une véritable zone de transit des jihadistes venus de toute l'Europe afin de se rendre en Syrie. Néanmoins, le soutien à l'Etat islamique par Ankara s'est fortement amoindri lorsque la Turquie a elle aussi été la victime d'attentats par l'organisation terroriste. Ainsi, si les liens restent entretenus pour des questions stratégiques et économiques, il serait faux d'affirmer qu'Erdogan soutient réellement et officiellement Daech.

3.3. Erdogan et HTS

La branche syrienne d'Al-Qaida, Hayat Tahrir al-Cham (HTS), anciennement connue sous le nom de Front al-Nosra, posséderait également des liens étroits avec la Turquie d'Erdogan. Contrairement à Daech, il est avéré qu'Erdogan a soutenu cette organisation à plusieurs reprises. Cette organisation aurait effectivement été massivement entraînée en Turquie et alimentée en armes par Ankara. De plus, Erdogan a su attirer de nombreux

anciens membres d'HTS pour participer à sa lutte contre les Kurdes au-nord est de la Syrie grâce à l'Armée nationale syrienne qui agit au profit d'Ankara.

4. Erdogan, démocrate-conservateur ou islamiste ?

Si Erdogan est incontestablement un musulman affirmé pour qui le religieux occupe une place majeure tant dans sa vie personnelle que dans l'élaboration de sa politique au service de son parti, l'AKP, il faut prêter attention aux mots employés afin d'éviter tout amalgame. En effet, les liens que peut avoir Erdogan avec les différents islamismes présents en Turquie et dans la région sont bien avérés. Néanmoins, ces derniers relèvent principalement de stratégies qui bénéficient directement au régime tant pour son maintien au pouvoir que pour son affirmation en tant qu'acteur principal de la région. Le président turc réfute alors l'idée de qualification de son parti comme un parti dit « islamiste ». Ce terme est bien souvent utilisé à tort en Occident aujourd'hui puisqu'on l'attribue aux organisations terroristes ou aux extrémistes dont Erdogan ne fait pas partie. Le président turc a bien des ambitions de réislamisation de la société turque et s'éloigne donc du kémaliste et encore plus de l'idée occidentale de la laïcité mais il préfère se considérer comme un « démocrate-conservateur » plutôt que comme un « islamiste ». De plus, il est notable qu'Erdogan possède davantage un discours islamiste qu'un parti et une politique islamistes. Les mesures prises dans le pays afin d'islamiser la société restent moindres, bien qu'elles puissent trancher par rapport à notre vision de la laïcité. Ainsi, par exemple, Erdogan s'oppose fermement à l'avortement dans ses discours en le considérant comme contraire au devoir de la femme qui serait « la maternité par nature » et pourtant, l'avortement demeure une pratique légale au sein du pays. Certains spécialistes préfèrent alors attribuer au régime d'Ankara le terme de « post-islamisme » car si l'on se rapporte à la définition de l'islamisme vue en introduction, l'AKP peut s'en rapprocher par son ambition politico-religieuse mais il s'en éloigne puisque des lois ne sont pas votées afin d'imposer réellement la Charia aux citoyens turcs. Enfin, on observe que depuis 20 ans en Turquie, l'application des principes les plus rigides de l'islam et en particulier de la soumission de la société à la Charia n'a pas réellement augmenté. Seuls 5 à 7 % des citoyens de la population Turque peuvent être considérés comme répondant à ces critères.

Conclusion

Pour conclure, nous pouvons donc dire que la politique d'Erdogan s'inscrit dans un objectif de réislamisation de la société turque face au kémalisme qui s'était imposé dans le pays. Dès ses débuts en politique, Erdogan a ainsi profité d'alliances avec des partis ou des organisations islamistes afin de parvenir à ses fins. Proche de Gülen, des Frères ou encore de certaines confréries soufistes voire de mouvements islamistes extrémistes, Erdogan a souvent été lui-même considéré comme un islamiste affirmé. Pourtant, le terme

de « démocrate-conservateur » qu'il préfère s'attribuer semble correspondre à la situation actuelle de la Turquie qui s'inscrit dans une réislamisation mesurée qui tranche avec notre vision occidentale de la laïcité mais ne semble pas radicaliser le pays pour autant.

Sources

« Islamisme et post-islamisme en Turquie », J. Marcou, Revue internationale de politique comparée 2004

« Autoritarisme et islamisme en Turquie », N.Guibert , Géoculture

« La Turquie d'Erdogan ne cache plus ses ambitions de dominer le monde musulman en fondant le califat rêvé par les Frères musulmans », A.Rodier, Atlantico, 2020

« Erdogan et Gülen : une histoire d'inimité conflictuelle », A. Rodriguez , Atalayar, 2020

« Le trouble jeu de la Turquie dans la disparition d'Al-Baghdadi », A.Arefi, Le Point, 2019

« Les milices islamistes internationales de la Turquie d'Erdogan », A. Del Valle, 2020

« AKP, Frères musulmans : l'islamisme à l'épreuve des urnes », France Culture, 2018

« L'Etat islamique, anatomie du nouveau califat », O. Hanne, 2014

« Derrière Recep Tayyip Erdogan, les confréries ? », T.Josseran, Areion24News, 2018

« Turquie, Le grand écart », Questions internationales n°-94, 2018